

SE FAIRE ENTENDRE

É
L
E
C
T
I
O
N
S

L
É
G
I
S
L
A
T
I
V
E
S

La droite, et singulièrement l'UMP, a comme objectif, à l'issue des législatives, de disposer à l'Assemblée nationale d'une majorité confortable. En plus des moyens de mettre en oeuvre ses décisions coûte que coûte, Sarkozy veut le pouvoir sans limite. Il sait en effet que l'application de son programme sera extrêmement douloureuse pour la majorité des salariés de notre pays. Il entend donc interdire préventivement toutes résistances.

À aucun gouvernement, il n'est bon de donner un blanc-seing, à celui-là moins qu'à tout autre. Le pays, les salariés, les cheminots, la démocratie ont besoin de députés de gauche, de députés communistes au sein de la gauche, pour résister, se défendre, faire valoir des propositions et une politique alternative aux dégâts prévisibles du programme sarkozyste.

Face aux ambitions de plein pouvoir du nouveau président, les élections législatives peuvent donner un peu d'oxygène à la démocratie. Elles peuvent nous donner des points d'appui pour nos combats futurs. Les sujets ne manqueront malheureusement pas. Déjà la droite a programmé la remise en cause de notre régime de retraite, de notre droit de grève via le service minimum.

Dans ces conditions, le vote pour les candidats présentés par le Parti communiste prend tout son sens. Avoir de nombreux députés à l'Assemblée nationale, disposer d'un groupe et aussi dans tout le pays, affirmer une influence communiste, c'est une garantie : celle que les idées transformatrices, les exigences populaires seront portées par des députés combattifs, déterminés, au service du peuple et des salariés.

C'est aussi la garantie que la gauche reste bien à gauche et qu'elle ne se fourvoie pas avec le centre. Marie-George Buffet a lancé un appel aux forces et électeurs de gauche est un appel à la responsabilité. Il vise à l'efficacité à gauche pour les législatives. Il vise à battre les candidats de droite dans le maximum de circonscriptions.

**FACE À LA DROITE DURE... TRÈS DURE !
POUR CONSTRUIRE L'ESPOIR À GAUCHE
LE 10 JUIN,
VOTEZ POUR LES CANDIDATS PRÉSENTÉS OU
SOUTENUS PAR LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS**

RÉSISTER POUR CONSTRUIRE DEMAIN

RETRAITES LA REVANCHE POUR MIEUX FAIRE PASSER 2008

Le succès de la grève des cheminots de 1995 est toujours resté en travers de la gorge de la droite. Il a été un frein à sa politique de casse du service public et des retraites.

C'est avec les mêmes (Juppé et Idrac en 1995, Fillon en 2003) que Sarkozy veut prendre sa revanche. Il est d'autant plus déterminé à "faire la peau" à notre régime de retraite que c'est un passage obligé pour préparer 2008. En effet, c'est la date prévue de la "clause de revoyure" inscrite dans la loi imposée en 2003.

Son ambition n'est pas l'équité entre les salariés mais de se donner les moyens de porter un coup décisif au régime de retraite par répartition.

Son objectif est d'éviter de faire payer ses amis en appliquant la mesure qui permettrait l'équilibre des comptes : taxer les revenus financiers à hauteur des salaires.

Il veut aussi engager la France dans une politique similaire aux fonds de pension américains avec les conséquences que l'on connaît.

Voter pour les candidats présentés par le Parti communiste est un premier acte de résistance. C'est aussi le moyen de dire quelle société nous voulons pour nous et nos enfants.

SERVICE MINIMUM CONTRE L'INTÉRÊT DES USAGERS

Cet été, c'est décidé, Sarkozy met en place le service minimum ! Ceux qui travaillent ne peuvent être pris en otages par des cheminots qui sont eux des privilégiés" nous dit-il.

En fait, ce qu'il veut, c'est affaiblir la capacité de résistance des cheminots pour mieux imposer la "concurrence libre et non faussée" dans les transports, conception chère à ses yeux et à ceux de la Commission de Bruxelles.

On en connaît les conséquences en Angleterre et en Allemagne.

Les cheminots et les usagers ont tout à y perdre.

Plutôt que par un remise en cause du droit de grève, l'intérêt des usagers passe par de nouveaux droits pour eux et pour les salariés.

LES SEULS À VOTER NON AU RÉFÉRENDUM

Bilan 2002/ 2007 du groupe communiste à l'Assemblée nationale

Durant ces cinq ans, les députés communistes et républicains (22 membres) se sont opposés à tous les mauvais coups de la droite.

Ils l'ont fait dès 2002, quand le gouvernement de JP Raffarin se met en tête de démolir les acquis de la gauche plurielle: trente-cinq heures, loi SRU, loi Hue pour le contrôle des fonds publics aux entreprises et volet anti-licenciements de la loi de modernisation sociale...

La droite a mis un zèle particulier à s'attaquer aux lois qui portaient la marque de fabrique des communistes entre 1997 et 2002.

Durant l'été 2003, François Fillon s'attaque aux retraites. Les communistes sont seuls à lui opposer un contre-projet progressiste s'appuyant sur une réforme profonde du financement. La droite reconnaîtra dans le débat l'existence et la cohérence de cette alternative.

L'année suivante, c'est au tour de l'assurance maladie d'être la cible de la droite. Les parlementaires communistes combattent pied à pied les mesures qui abaissent le droit aux soins et font la chasse aux assurés. Ils leur opposent des ressources nouvelles pour la Sécu, puisées du côté des revenus financiers des entreprises.

En 2005, en campagne active pour le NON, ils seront seuls à voter contre l'intégration par anticipation (!) dans la Constitution française du traité constitutionnel européen, qu'approuvent ensemble l'UMP, l'UDF et le PS, engagés pour le OUI au référendum.

Puis vient l'heure du CNE de Villepin imposé par ordonnance et, en 2006, du CPE adopté avec le 49-3 avant que les manifestants n'imposent une marche arrière.

Les députés PCF ont été aux avant-postes de la bataille, déposant des propositions de loi d'abrogation de ces contrats. Ils ont aussi été les seuls à déposer durant la législature des résolutions contre la directive Bolkenstein, ainsi que des propositions de loi pour sanctionner les délocalisations et pour stopper la libéralisation des services publics en Europe.

Pour changer les politiques en France et en Europe

- Je désire être informé-e des initiatives du PCF
 - Je décide d'être membre du Parti communiste français
 - Je verse € (chèque à: Association de financement du PCF)
- Prénom et nom
- Adresse.....

.....

Téléphone,..... courrier électronique.....

renvoyer à : PCF, collectif cheminots 2 place du colonel Fabien 75019 Paris

T : 01 40 40 12 12 / @ : cheminots@pcf.fr